



## Réponse de la CGT à Rémy Pflimlin

Dans son communiqué aux collaborateurs de France Télévisions diffusé le 25 juin, le président ne répond en rien aux interrogations formulées par les journalistes et techniciens de la rédaction nationale qui ont déposé un préavis de grève pour le 27 juin demandant l'arrêt du déploiement d'Ifab à la rédaction ainsi que le retrait du projet de déménagement du magasin de France 3 vers celui de France 2.

« Faudrait-il renoncer à nous moderniser, à améliorer la fabrication et la diffusion de nos offres d'informations ? » fait semblant de s'interroger Rémy Pflimlin. En réalité, il tente de faire passer le message qu'il y aurait au sein de la rédaction nationale de France 3 une minorité de salariés archaïques qui refusent tout changement et tout progrès technologique.

La CGT, lors de la négociation du préavis de grève, a réaffirmé devant la direction qu'elle souhaitait renouveler le serveur vieillissant de France3 pouvant mettre en péril les éditions nationales. Mais fallait-il pour autant accepter sans débat la solution imposée par la direction, qui met en place une véritable usine à gaz dont beaucoup commencent à douter de l'efficacité ?

Mais surtout, La CGT s'oppose au déploiement d'Ifab car, en plus des suppressions d'emplois annoncées, cet outil géré en amont par France 2 remettra inévitablement en cause l'indépendance éditoriale de la rédaction nationale de France 3, entraînant à terme sa disparition.

Non seulement la CGT n'est pas opposée aux progrès techniques, mais elle est justement attentive à ces choix qui engagent notre avenir pour longtemps.

**Ces choix doivent d'abord être adaptés au projet éditorial ambitieux que nous demandons, projet qui doit trouver sa place au sein de France 3 tout comme les offres locales et régionales d'information.**

Cette demande forte s'est exprimée par le vote de défiance de la Rédaction Nationale de France 3 contre Thierry Thuillier (74%), mais la présidence ne semble pas avoir entendu le message.

A ce jour, la direction n'a proposé aucun protocole permettant la levée du préavis. C'est pourquoi, la CGT appelle tous les salariés de la rédaction nationale à se mettre en grève ce mercredi 27 juin.

Paris, le 26 juin 2012